

but est d'enlever les barrières professionnelles qui existent entre les différentes provinces séparées par une ligne imaginaire, d'avoir une réciprocité avec la Grande-Bretagne et de pouvoir exercer notre profession dans toutes les colonies sans être obligé de subir d'autres examens.

La physiologie de ce conseil central nommé tous les quatre ans n'est pas compliquée.

Le gouvernement de chaque province est représenté par un membre.

Le collège médical provincial délègue aussi un membre et les membres de la profession doivent élire un député pour le premier 100 ou toute fraction de ce nombre; un pour le second 100, ou une fraction de ce nombre dépassant la moitié; après les premiers 200, pour chaque 600 suivants ou une fraction de ce nombre dépassant la moitié, un député. Ces membres ne peuvent être choisis parmi les professeurs des Universités ou les gouverneurs du bureau provincial, car ils sont déjà représentés par un délégué. Ainsi dans ce conseil de 43 membres, nous serons que six Canadiens-français.

Avant que ce bureau central puisse exister, il faut qu'au moins cinq provinces adoptent une loi statuant que "tout médecin porteur d'un diplôme du conseil médical du Canada pourra exercer sa profession, sans subir d'autres examens, après avoir payé les droits d'enregistrements". Toutes les provinces excepté la province de Québec, qui est muette, ont admis qu'un praticien qui exerce régulièrement dans sa province depuis six ans a droit, sur demande, à un diplôme du bureau central.

Encore un pas de plus dans cette voie et les rouages de cette administration fédérative deviennent inutiles, en disant: "Nous supprimons ce stage de six ans que chaque médecin doit faire dans sa province avant d'être assez *savant* pour exercer dans une autre, si toutes les Universités ou Ecoles de médecine veulent bien avoir un programme unique durant cinq années d'études et également contrôlé par chaque collège provincial."

Ce n'est pas difficile et ce serait l'idéal, nous aurions ainsi la réciprocité interprovinciale *sans stage*, et sans examens au bureau central.

Si ce projet est irréalisable (et pourquoi le serait-il ?) il est certain que le bill Roddick nous ouvre les portes de toutes